

## Papouasie occidentale

### Patrick Kulesza

La Papouasie occidentale (West Papua) couvre la partie occidentale de l'île de Nouvelle-Guinée, et comprend les 2 provinces indonésiennes de Papouasie (*Papua*) et de Papouasie Occidentale (*Papua Barat*). 50% de ses 2,7 millions d'habitants sont des autochtones. Et donc 50% sont des migrants indonésiens, dont beaucoup ont été amenés en Papouasie occidentale par le programme à grande échelle de transmigration du gouvernement indonésien.

En Indonésie, la Papouasie occidentale a le plus faible Indicateur de Développement Humain (IDH) de l'Indonésie : 40% de sa population est pauvre (par rapport à la moyenne nationale de 16,6%). De plus c'est la Province indonésienne ayant la plus grande variation d'IDH entre un niveau très faible de 47 dans les Highlands accidentées où vivent essentiellement les peuples autochtones papous, et de 73 dans la ville portuaire de Sorong où vit une importante communauté de transmigrants (1)

Le taux de mortalité maternelle de la Papouasie occidentale est le plus élevé d'Indonésie, (1025 pour 100.000 naissances contre 307 pour l'Indonésie) ainsi que le taux de contamination du VIH / SIDA (67,55 cas sur 100.000 personnes) (2)

Sur le plan positif, on peut dire que la Papouasie occidentale est la province d'Indonésie la plus diversifiée géographiquement et culturellement avec plus de 250 groupes Mélanésiens de différentes ethnies.

Les forêts de la Papouasie occidentale couvrent 42 millions d'hectares, soit 24% de la superficie forestière indonésienne et la Papouasie occidentale est le foyer de 54% de la biodiversité de l'Indonésie.

Un des grands défis est de trouver un moyen dans lequel les ressources naturelles peuvent être utilisées pour améliorer la subsistance des peuples autochtones. Pour cela, les Papous se sentent soutenus par la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones approuvée par l'Indonésie le 12 septembre 2007, et sur la Loi sur l'autonomie spéciale de la Papouasie occidentale que l'Indonésie a promulguée le 21 novembre 2001.

La province couvrait, à l'origine, l'ensemble de la Papouasie occidentale, mais en 2003, le gouvernement indonésien a déclaré que la partie la plus occidentale de l'île serait une province distincte et en 2007 elle fut nommée Papua Barat (Papouasie Occidentale). La scission est largement contestée par les Papous, car considérée comme une violation de la Loi sur l'autonomie spéciale.

Au plan religieux, la population est composée de chrétiens protestants (53,7%), de musulmans (38,4%), de catholiques (7%), d'hindouistes. (3)

## **Visite en Indonésie du Haut-Commissariat des droits de l'homme des Nations Unies**

Le Haut Commissaire des Nations Unies, M. Zeid Ra'ad Al Hussein, s'est rendu en Indonésie en février 2018 et a publié une déclaration mentionnant la Papouasie occidentale au cours d'une conférence de presse organisée à Jakarta lors de sa mission, le 7 février 2018.

A cette occasion il a exprimé sa profonde inquiétude face à la pauvreté et à la malnutrition dans les 2 provinces de Papouasie, condamnées à l'extraction minière et à l'exploitation forestière par de grandes entreprises qui sont à l'origine de graves violations des droits des communautés autochtones. La Haut-Commissaire a déclaré qu' *«un dialogue et une consultation ouverts à tous sont clairement nécessaires et que de tels projets ne doivent pas être entrepris sans le consentement libre, juste et éclairé des communautés touchées»*.

En outre, le Haut Commissaire a appelé le gouvernement indonésien à *« assurer la protection des défenseurs des droits de l'homme qui ne doivent être ni sanctionnés ni poursuivis pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression et à la liberté de réunion pacifique »*. Il s'est déclaré préoccupé par les informations de plus en plus nombreuses faisant état d'un recours excessif à la force par les forces de sécurité, de harcèlement, d'arrestations arbitraires et de détentions.

Lors des 37<sup>ème</sup> (mars 2018) et 38<sup>ème</sup> (juin 2018) sessions du Conseil des droits de l'homme, le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a, de nouveau, expressément mentionné ses *« préoccupations sur les conditions de vie en Papouasie occidentale»*(3).

Fin juin 2018, le gouvernement indonésien a annulé, l'invitation faite en février au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, de se rendre dans les 2 provinces de Papouasie.

Le Haut Commissaire a publié le 25 juin lundi une déclaration dans laquelle il se déclarait *« préoccupé par le fait que malgré l'engagement positif des autorités à bien des égards, l'invitation du gouvernement à mon bureau de se rendre en Papouasie - qui a été faite lors de ma visite en février - n'a pas été honorée »*.

Les autorités indonésiennes ont systématiquement empêché des journalistes étrangers et des observateurs des droits de se rendre en Papouasie. Ces restrictions défient l'annonce faite en 2015 par le président indonésien Joko Widodo, selon lequel les médias étrangers accrédités auraient un accès sans faille en Papouasie. Les restrictions d'accès imposées en Papouasie depuis des décennies sont enracinées dans la suspicion du gouvernement quant aux motifs des étrangers de faire des reportages sur la région, qui est troublée par une insurrection à petite échelle pro indépendantiste, par une corruption généralisée et par une dégradation de l'environnement .

Les forces de sécurité sont rarement tenues pour responsables des exactions commises à l'encontre des détracteurs du gouvernement, notamment de l'assassinat de manifestants pacifiques.(4)

### **Soutien international à la défense des droits de l'homme en Papouasie occidentale**

- Le 18 septembre 2018, le Premier ministre de Tuvalu, Enele Sopoaga, a apporté son soutien aux Papous occidentaux lors de la 73<sup>ème</sup> Assemblée générale des Nations unies, appelant à *« la reconnaissance des Papous occidentaux et à leur engagement à trouver des solutions durables à leurs luttes»*.

- Hilda Heine, présidente des Îles Marshall, a déclaré que le récent Forum des îles du Pacifique (5) avait apporté son soutien à *«l'engagement constructif» des pays du Forum avec l'Indonésie sur les élections et les droits de l'homme en Papouasie occidentale* ». Elle a ajouté *que* *« La décolonisation et les droits de l'homme sont deux questions importantes dans la région des îles du Pacifique »*.

- Le Premier ministre du Vanuatu, Charlot Salwai, a appelé, lors de sa 73<sup>ème</sup> session, que le Conseil des droits de l'homme enquête sur les violations des droits de l'homme dans la région et a déclaré : *« les militants papous occidentaux sont régulièrement arrêtés et emprisonnés. De nombreuses allégations de violences, d'exécutions extrajudiciaires, de tortures et de mauvais traitements infligés aux manifestants contre les forces indonésiennes sont fréquentes. Les informations vérifiées sont difficiles à obtenir car l'Indonésie ne permet pas la libre circulation de la presse dans la région »*.(6)

### **Un militant indépendantiste insulté**

le 3 janvier 2018. Les policiers ont arrêté Filep Karma. parce qu'il portait une épinglette à l'effigie du drapeau Morning Star - symbole de l'identité culturelle, également utilisé par le mouvement indépendantiste papou. Il a été interrogé pendant près de deux heures, au cours desquelles un membre de l'armée l'a insulté, et traité de singe. Par la suite, Filep a été amené au poste de police voisin de l'aéroport de Cengkayang, où des agents de police ont tenté de produire un Rapport d'enquête de police (PAP) susceptible d'entraîner des poursuites. Le défenseur des libertés civiles, Uchok Sigit Prayogi, a aidé Filep Karma au poste de police et la police n'a pas finalisé le PAP en raison de l'absence de base légale permettant de poursuivre en justice et a libéré Filep Karma. (7)

### **Les forces de sécurité arrêtent illégalement 45 étudiants à Jayapura**

Le 4 avril 2018, des membres de la police locale, du renseignement (BIN), de l'unité spéciale de police «BRIMOB» et du commandement du district militaire «Kodim 1701 Jayapura» ont perquisitionné plusieurs maisons dans le quartier résidentiel «Perumnas III Waena», et arrêtés, sans mandat, 45 étudiants. La police a saisi, lors de la perquisition, 35 motos, ainsi que des ordinateurs portables ainsi qu'un drapeau Morning Star. Les étudiants ont été arrêtés au poste de police du district de Jayapura. Selon le directeur de l'Association papoue des avocats des droits de l'homme en Papouasie (PAHAM Papouasie), les membres des forces de sécurité ont eu recours à des violences physiques inutiles contre certains étudiants. Au moins huit des étudiants arrêtés étaient membres du Comité national de Papouasie occidentale (KNPB), une organisation de mouvement politique autochtone soutenant le droit à l'autodétermination du peuple papou.(8)

### **Mort par malnutrition de 73 enfants papous asmat**

Mme Hilal Elver, rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation, s'est rendue en Indonésie du 9 au 18 avril 2018. Au terme de sa mission, elle a fait une déclaration dans laquelle elle a mentionné la Papouasie occidentale : *« Je tiens à attirer votre attention sur un incident très tragique. Au cours des derniers mois, 72 enfants sont morts dans le district d'Asmat en Papouasie : 66 de la rougeole et 6 directement de la malnutrition. Les décès ont été causés par plusieurs facteurs, notamment des problèmes d'insécurité alimentaire*

*chroniques et un manque d'accès à des services de santé appropriés. Leur mort était évitable, mais c'était inévitable ».*

En outre, les observations préliminaires de la Rapporteuse spéciale prennent en compte d'autres questions touchant le droit à l'alimentation des Papous occidentaux, notamment l'agriculture à grande échelle, les activités minières illégales et la conversion des forêts en plantations de palmiers à huile.(9)

### **Une journaliste britannique de la BBC expulsée**

La journaliste britannique Rebecca Henschke et son équipe de photographes ont été forcés de quitter la Papouasie occidentale début février 2018 pour avoir prétendument offensé des membres de l'armée sur son compte Twitter. Henschke était dans la région d'Asmat pour couvrir la situation sanitaire dans la région. Une épidémie de rougeole et la malnutrition associée ont causé la mort d'au moins 73 villageois autochtones, principalement des enfants. Rebecca Henschke a publié sur Twitter une photo des marchandises expédiées au port et a déclaré: "Il s'agit des fournitures humanitaires destinées aux enfants extrêmement mal nourris en Papouasie - nouilles instantanées, boissons sans alcool et biscuits sucrés". L'armée a publié une plainte indiquant que le journaliste avait blessé les sentiments des soldats qui avaient l'intention d'aider les habitants du district d'Asmat. Ils ont également affirmé que la photo de Henschke montre les livraisons aux magasins locaux, pas les fournitures humanitaires. La journaliste et son équipe de tournage n'ont pas été autorisés à continuer leur travail et ont dû quitter la Papouasie occidentale. (7)

### **Licenciements massifs dans la mine Freeport –Mac Moran (10)**

Faisant suite à la longue grève de 8 000 mineurs, en majorité papous, visant à obtenir des augmentations de salaire, qui a eu lieu entre septembre et décembre 2011.(11)

Freeport a engagé en février 2017 un programme de licenciements de 4 200 mineurs considérant qu'ils avaient « démissionnés volontairement ».

Le 28 août 2018, des centaines de mineurs de Freeport ont manifestés devant le siège de la compagnie Freeport à Jakarta. Les forces de sécurité ont tenté à plusieurs reprises de disperser sans succès la manifestation. Les ouvriers ont continué la manifestation pendant la nuit suivante.

Le 29 août huit représentants ont été autorisés à assister à une réunion avec la direction de Freeport. Le 30 août 2018, les travailleurs avec le soutien de l'organisation de défense des droits de l'homme LOKATARU, basée à Jakarta, a informé le ministre de l'Emploi, Hanif Dhakiri, du bureau du médiateur à Jakarta du dépôt d'une plainte pour mauvaise administration. Le ministre n'a pas pris une position neutre dans le conflit entre les travailleurs et la direction de Freeport, mais n'a pas répondu à une demande de rencontre formulée par les mineurs. (12)

### **Une enquête de Greenpeace révèle l'implication de sociétés internationales dans la destruction massive de la forêt tropicale humide de Papouasie**

Une enquête menée par 'Greenpeace' a révélé que les sociétés Mars, Nestlé, PepsiCo et Unilever achètent de l'huile de palme à un groupe dont la filiale est responsable de la destruction illégale des forêts tropicales en Papouasie. Les sociétés internationales ont

publié une politique «pas de déforestation, pas de tourbe, pas d'exploitation» qui devrait interdire l'approvisionnement à des sociétés d'huile de palme produisant leurs palmiers de manière non durable. Greenpeace a publié une vidéo et des photos (voir les images de cet article), illustrant une déforestation massive de PT Megakarya Jaya Raya, une concession d'huile de palme contrôlée par le groupe Hayel Saeed Anam (HSA). Les images ont été prises en mars et avril 2018.

Une analyse satellite de la zone développée indique que PT Megakarya Jaya Raya (MJR) a défriché environ 4 000 ha de forêt tropicale entre mai 2015 et avril 2017, une zone presque deux fois plus petite que Paris. Après une pause de quatre mois, le défrichage s'est poursuivi en septembre et octobre 2017. Une partie des zones touchées est située à l'intérieur d'une zone de protection des tourbières. Les zones ont été concédées par le gouvernement indonésien en réponse aux incendies de forêt dévastateurs de 2015 et interdisent le défrichage des forêts pluviales dans ces zones. Bien que PT MJR ne produise pas encore d'huile de palme, deux autres filiales de HSA - Arma Group et Pacific Oils & Fats - ont fourni de l'huile de palme à Mars, Nestlé, PepsiCo et Unilever, selon les informations sur la chaîne d'approvisionnement publiées par les marques plus tôt cette année.

Ce n'est pas la première fois qu'Unilever, qui prétend être le pionnier de l'huile de palme durable, achète de l'huile de palme à des entreprises qui détruisent délibérément les forêts tropicales en Indonésie. En 2015, le gouvernement indonésien a identifié des dizaines d'entreprises responsables de millions d'hectares de forêts incendiées et de tourbières. La société d'huile de palme RKK - une entreprise de plantation du groupe Makin qui est un fournisseur d'Unilever - a été poursuivie pour incendie criminel. Les exemples montrent que la production d'huile de palme ne peut jamais être totalement durable. Les cas soulèvent également de sérieux doutes concernant la table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO). La politique de la RSPO impose aux membres de ne pas avoir de divisions d'huile de palme non affiliées. Bien que PT MJR et les autres concessions du groupe HSA ne soient pas des membres directs de la RSPO, de nombreuses autres sociétés productrices d'huile de palme du groupe HSA sont certifiées RSPO.

Le gouvernement indonésien négocie actuellement avec l'Union européenne (UE) un accord de libre-échange, le CEPA. Le commerce de l'huile de palme fait partie des sujets dominants lors des discussions. Les militants écologistes du monde entier craignent que l'accord CEPA n'entraîne une augmentation de la production nationale d'huile de palme en raison de la demande croissante sur les marchés européens. Cela se traduirait par une déforestation accrue des zones de forêt pluviale primaire et une multiplication des conflits fonciers avec les communautés locales. (13)

## Notes et références

1 : Agence FIDES. Organe d'information des œuvres pontificales Missionnaires . 13/12/2017

2 : Institut du Pacifique. 15 octobre 2017

3 : Geneva For Human Rights (GFHR)- Working Group on West Papua), Mai 2018

4 : Human Rights Watch, 28 juin 2018

5 : Le Forum des Iles du Pacifique est première instance de coopération politique et économique de la région. Fondée en 1971 à Wellington (Nouvelle-Zélande), elle compte 18 membres : l'Australie, les Îles Cook, les États fédérés de Micronésie, les Fidji, la Polynésie française, Kiribati, Nauru, la Nouvelle-Calédonie, la Nouvelle-Zélande, Niue, Palau, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République des Îles

Marshall, Samoa, les Îles Salomon, Tonga, Tuvalu et le Vanuatu. Le siège du Forum des Îles du Pacifique (FIP) est situé à Suva (Fidji)

6 : The Gardian. Helen Davidson. 2 octobre 2018

7 : International Coalition for Papua - ICP Avril 2018

8 : International Coalition for Papua - ICP Juillet 2018

9 : International Coalition for Papua - ICP Juillet 2018

10 : IWGIA/ GITPA Monde autochtone en 2015.

<http://gitpa.org/web/PAPOUASIE%20CCEN2015%20.pdf>

11 : Pataud Célérier Philippe, En Papouasie, la grève oublié des mineurs. Le Monde diplomatique 19 octobre 2011. <https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2011-10-19-Papouasie>

12 : International Coalition for Papua - ICP Octobre 2018

13 : <http://humanrightspapua.org/news/28-2018/319-greenpeace-investigation-reveals-involvement-of-international-companies-in-massive-destruction-of-papuan-rainforest>

**Kulesza Patrick**, directeur exécutif du GITPA Groupe International de travail pour les peuples autochtones – France ([www.gitpa.org](http://www.gitpa.org)) a conduit en novembre 2018 une Mission d'information en Papouasie qui s'est traduit par la construction d'un Web documentaire accessible a l'adresse : <http://gitpa.org/Peuple%20GITPA%20500/GITPA%20500-9WEBDOCPAPOUSENTREE.htm>